

**Union européenne - Mercosur -
Réponse de M. Jean-Baptiste
Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès
du ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, à une question
au gouvernement à l'Assemblée
nationale**

(Paris, 06 février 2018)

(Question sur l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur)

Merci Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Monsieur le Député,

Oui nous avons l'Yonne en commun, le Morvan, la terre plaine comme les territoires d'élevage. Je peux vous dire que nous ne sacrifierons aucun des intérêts nationaux - le président a eu l'occasion de le dire - aucune des filières ne sera déstabilisée. C'est pourquoi la France depuis le début privilégie le contenu au calendrier.

C'est pourquoi également, au mois de décembre dernier à Buenos Aires, alors que de nombreux Etats pressaient pour un accord, la France a réactivé une coalition de 11 Etats membres particulièrement sensibles à la dimension agricole.

Nous ne faiblissons pas dans la mobilisation. Le Premier ministre a pu le dire à la commissaire Malström il y a quelques jours, j'ai pu lui réaffirmer également par téléphone : nous serons intraitables sur les normes sanitaires. Nous serons également intraitables sur le fait d'avoir des conditionnalités Hilton au maximum, et nous serons intraitables pour obtenir un certain nombre d'éléments comme ce que l'on appelle l'enveloppe globale et de concession.

En effet, nos filières ont besoin de visibilité et de prévisibilité. Par ailleurs, elles sont aussi capables de gagner l'international et de le conquérir, elles contribuent positivement à notre commerce extérieur, ce sera l'un des enseignements des prochains jours.

Monsieur le Député, vous le savez, la filière viti-vinicole est de celle-ci, elle gagne également beaucoup à ces accords.

Sachez-le, nous défendrons toutes ces filières parce que nous sommes également les amoureux de nos terroirs./.